

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B

RD	BJ	-	-	-	-	-	-	-	-	RS MMB CA
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 18:24 30-03-83 6416 - 000010735

TELEX NO 55686-SG / BERL 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 121 DU 30.03.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

LE PROCHAIN TELEX SORTIRA LE 15 AVRIL. LA COMMISSION REPRENDR SES TRAVAUX A STRASBOURG LE MARDI 12 ET LE COREPER II, QUI NE S'EST PAS REUNI CETTE SEMAINE, LE JEUDI 14.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'AGRICULTURE' (28.3)

LE CONSEIL S'EST REUNI SEULEMENT LE LUNDI 28 MARS POUR LA DERNIERE FOIS SOUS LA PRESIDENCE DU MINISTRE ALLEMAND M. ERTL. LES MINISTRES N'ONT PAS DISCUTE LE 'PAQUET-PRIX' ET SE SONT LIMITEES A PROLONGER LES CAMPAGNES POUR LES SECTEURS OU LE DEBUT ETAIT INITIALEMENT PREVU A PARTIR DU 1ER AVRIL, A SAVOIR : LE LAIT, LA VIANDE BOVINE ET OVINE ET LES FOURRAGES SECHES. CETTE PROLONGATION A ETE DECIDEE JUSQU'AU 24 AVRIL DANS L'ESPOIR QUE LE CONSEIL PUISSE TROUVER UN ACCORD DEFINITIF SUR L'ENSEMBLE DU 'PAQUET-PRIX' LORS DE LA PROCHAINE SESSION PREVUE POUR LES 18 ET 19 AVRIL.

DANS LE DOMAINE AGRI-MONETAIRE, UN ACCORD A PU ETRE TROUVE POUR METTRE EN VIGUEUR LA DEVALUATION DU TAUX VERT POUR LE FB ET LE FLUX, DEVALUATION DEJA ACQUISE PAR LA DECISION DU CONSEIL DU 19 OCTOBRE 1982. IL N'EST PAS EXCLU QUE LA COMMISSION FASSE D'AUTRES PROPOSITIONS VISANT LA DEVALUATION POUR D'AUTRES TAUX VERTS AVANT LA FIN DES DISCUSSIONS SUR LE PAQUET-PRIX.

SUR LE DOSSIER 'ACQUIS COMMUNAUTAIRE' QUI A ETE DISCUTE AU DERNIER CONSEIL EUROPEEN, IL A ETE DECIDE DE N'EN REPENDRE L'EXAMEN QU'APRES LES DECISIONS DEFINITIVES EN MATIERE DE PRIX 83/84.

2.2 MEMORANDUM HELLENIQUE

UN AN EXACTEMENT APRES LE CONSEIL EUROPEEN I QUI AVAIT INVITE LA COMMISSION A LUI FAIRE RAPPORT SUR LE MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT HELLENIQUE SUR LES RELATIONS ENTRE LA GRECE ET LA COMMUNAUTE, LA COMMISSION A ADOPTE CETTE SEMAINE UN RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT OU ELLE DRESSE LE BILAN DES MESURES ADOPTEES DEPUIS EN FAVEUR DE LA GRECE, NOTAMMENT DANS LE SECTEUR AGRICOLE. ELLE PRESENTE, EN OUTRE, UNE SERIE DE PROPOSITIONS QUI VIENNENT COMPLETER CELLES PRESENTEES ANTERIEUREMENT, EN DERNIER LIEU, AVEC LES PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS QUI PREVOIENT

Western Union International, Inc

Western Union International, Inc

DES INVESTISSEMENTS DE LA COMMUNAUTE EN GRECE POUR UN MONTANT DE 2500 MIO ECUS ENTRE 1985 ET 91.

A L'ISSUE D'UN EXAMEN COORDONNE PAR M. BURKE QUI A PERMIS D'APPROFONDIR LES MULTIPLES ASPECTS DES PROBLEMES RENCONTRES PAR LA GRECE ET PAR LA COMMUNAUTE DANS LEURS EFFORTS D'INTEGRATION, LA COMMISSION A RETENU NOTAMMENT UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES COMPLEMENTAIRES, DONT CERTAINES SONT DESTINEES A ASSURER LA TRANSITION JUSQU'A LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME INTEGRE : POSSIBILITE DE SOUTIEN DE CERTAINS DES GRANDS PROJETS PREVUS DANS LE PLAN QUINQUENNAL (EN DEHORS DE CEUX QUI POURRONT ETRE APPUYES PAR LES FONDS STRUCTURELS ET DANS LE CADRE DU PROGRAMME MEDITERRANEEN), ASSISTANCE FINANCIERE A LA CONSTRUCTION ET A L'EQUIPEMENT DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE, CONCOURS A L'AMELIORATION DE L'INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS ET A LA REDUCTION DU COUT DES ECHANGES AGRICOLES ENTRE LA GRECE ET LES NEUF, L'ENVIRONNEMENT.

LA COMMISSION S'ATTEND MAINTENANT QU'UNE REPOSE POSITIVE A CES PROPOSITIONS SOIT APPORTEE PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART.

2.3 CHARBON A COKE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE PROPOSITION AU CONSEIL SUR LE NOUVEAU REGIME DES CHARBONS A COKE ET DES COKES DESTINES A LA SIDERURGIE. CETTE PROPOSITION EST UNE PREMIERE MESURE QUI EST A PLACER DANS LA POLITIQUE GLOBALE POUR LES COMBUSTIBLES SOLIDES (CHARBON, LIGNITE) QUE LA COMMISSION A ESQUISSE DEVANT LE CONSEIL EN FEVRIER DERNIER. ELLE VISE A PROLONGER POUR CINQ ANS LA CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE AUX ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES DE CHARBON A COKE. LE MONTANT DE CETTE CONTRIBUTION SERA RELEVE POUR TENIR COMPTE DE L'EVOLUTION DES PRIX, DE L'INTENSITE DE LA CONCURRENCE DES PAYS TIERS, MAIS LES VOLUMES AUXQUELS ELLE S'APPLIQUERA SERONT DEGRESSIFS, CE QUI CORRESPOND EGALEMENT A LA TENDANCE ACTUELLE. LA SUBVENTION SERA FINANCEE PAR LE BUDGET GENERAL DE LA COMMUNAUTE (JUSQU'A PRESENT, ELLE ETAIT COUVERTE PAR UN SYSTEME COMPLEXE AUQUEL PARTICIPAIENT LE BUDGET CECA, L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE ET LES ETATS MEMBRES EUX-MEMES).

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE

ON THE 25TH MARCH, DURING THE 25TH DEPUTY LEVEL MEETING, DISCUSSIONS ON QUANTITATIVE RESTRICTIONS PROGRESSED THUS ENABLING POSSIBLE CONCLUSIONS ON THIS SUBJECT AND ON THE QUESTION OF TEXTILE PRODUCTS AT THE NEXT MINISTERIAL MEETING IN APRIL 83.

3.2 PROBLEMES DANS LE SECTEUR DE LA PECHE

A L'INITIATIVE DE MM. NATALI ET CONTOGEOGRIS, LA COMMISSION A ADOPTE DEUX COMMUNICATIONS AU CONSEIL SUR LE SECTEUR DE LA PECHE DANS LES NEGOCIATIONS D'ELARGISSEMENT, RESPECTIVEMENT AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL. LA COMMISSION Y TIRE LES CONSEQUENCES DE L'ACCORD DE JANVIER DERNIER QUI A PERMIS LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE COMMUNE DE LA PECHE. ELLE INDIQUE, SUR LA BASE D'UNE ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE DANS LES DEUX PAYS CANDIDATS, LES LIGNES POSSIBLES D'UNE POSITION DE NEGOCIATION COMMUNAUTAIRE.

CETTE INITIATIVE DE LA COMMISSION DEVRAIT PERMETTRE D'ENGAGER PROCHAINEMENT LES NEGOTIATIONS DANS CE QUI EST UN SECTEUR IMPORTANT ET DIFFICILE DES DISCUSSIONS AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL,

SECTEUR OU TOUT TRAVAIL AVAIT ETE BLOQUE DU FAIT DE L'ABSENCE D'ACCORD A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE SUR LA POLITIQUE COMMUNE A SUIVRE. IL S'AGIT DONC D'UN PAS SIGNIFICATIF DANS LA NEGOCIATION D'ADHESION.

(ATTENTION DIS : CES COMMUNICATIONS SONT BASEES SUR LE PRINCIPE DE LA REPRISE PAR LES PAYS CANDIDATS DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE TEL QU'IL RESULTE DE L'ADOPTION DE LA POLITIQUE COMMUNE DE LA PECHE LE 25 JANVIER DERNIER AINSI QUE DES SITUATIONS EXISTANTES AU COURS DE LA PERIODE JUSTE AVANT L'ADHESION. FIN DIS).

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 TURQUIE

LE CONSEIL D'ASSOCIATION CEE/TURQUIE S'EST REUNI, AU NIVEAU DES AMBASSADEURS, LE 28 MARS 1983. UN SEUL POINT DE SUBSTANCE FIGURAIT A L'ORDRE DU JOUR : LE FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD D'ASSOCIATION.

SOUS CET INTITULE, LA COMMUNAUTE A EXPRIME SA PROFONDE INQUIETUDE EN CE QUI CONCERNE L'IMPOSITION D'UNE TAXE DE 15 0/0 SUR LES PRODUITS SIDERURGIQUES ET A DEMANDE SA SUPPRESSION. ELLE A EGALEMENT EXPRIME LE SOUHAIIT QUE LA COMMUNAUTE ET LA TURQUIE PUISSENT PARVENIR A UN ACCORD GLOBAL SUR LES DIFFERENTES CATEGORIES TEXTILES.

LA DELEGATION TURQUE, QUANT A ELLE, A FAIT UN EXPOSE TRES GENERAL, TRAITANT TOUR A TOUR DES PROBLEMES COMMERCIAUX, DES PROBLEMES D'ASSISTANCE FINANCIERE ET DES PROBLEMES DE MAIN D'OEUVRE. LA DELEGATION TURQUE S'EST ETONNEE DE CE QUE MALGRE LES PROGRES DU RETOUR A LA DEMOCRATIE EN TURQUIE, LA COMMUNAUTE SOIT RESTEE INSENSIBLE A CE DEVELOPPEMENT ET PERSISTE A BLOQUER CERTAINS DOSSIERS. LE DELEGUE PERMANENT DE LA TURQUIE A EXPRIME LE SOUHAIIT QUE DES CONTACTS ETROITS SOIENT MAINTENUS POUR PRESERVER L'ESPRIT DE L'ASSOCIATION ET ATTENDRE DES JOURS MEILLEURS.

IL N'Y A PRATIQUEMENT PAS EU DE DIALOGUE ENTRE LES DEUX DELEGATIONS.

4.2 JORDANIE

LE VICE-PRESIDENT NATALI VIENT D'EFFECTUER UNE VISITE OFFICIELLE EN JORDANIE. CETTE VISITE FAISAIT SUITE A CELLES QUE M. NATALI A DEJA EFFECTUEES AU MAROC, EN TUNISIE, EN ISRAEL ET EN EGYPTTE, EN SA DOUBLE QUALITE DE COMMISSAIRE CHARGE DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ET DE PRESIDENT DU GROUPE CONSTITUE PAR LA COMMISSION POUR LES PROBLEMES MEDITERRANEENS.

M. NATALI S'EST ENTRETENU AVEC LE VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INFORMATION, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, AINSI QUE LE PRESIDENT DU CONSEIL DE PLANIFICATION NATIONALE. IL A ETE RECU EGALEMENT PAR SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE HASSAN.

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LES PROBLEMES POUVANT DERIVER POUR LA JORDANIE DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ET SUR LES ORIENTATIONS DE LA COMMUNAUTE RELATIVES A LA POLITIQUE GLOBALE MEDITERRANEENNE QU'ELLE DEVRA METTRE EN OEUVRE.

M. NATALI, QUI EST EGALEMENT RESPONSABLE DE LA POLITIQUE DE L'INFORMATION A INAUGURE, LE 27 MARS, LE FESTIVAL DE PRINTEMPS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES QUI SE DEROUlera A AMMAN JUSQU'AU 20 AVRIL 1983 AVEC LE CONCOURS ACTIF DE LA COMMISSION ET DES ETATS MEMBRES.

4.3 COREE : CONSULTATIONS HAUT NIVEAU

PRESIDEES PAR LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET M. LEE BUM-SUK, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, LES PREMIERES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU ENTRE LA COMMISSION ET LA COREE ONT LIEU CETTE SEMAINE A SEOUL. ELLES INAUGURENT UNE SERIE DE RENCONTRES ANNUELLES A HAUT NIVEAU CONSACREES AUX RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE LES DEUX PAYS DECIDEES EN JANVIER DERNIER A L'OCCASION DE LA VISITE DE M. FIELDING. LA COREE EST AINSI LE TROISIEME PAYS ASIATIQUE, APRES LE JAPON ET LA CHINE, A ORGANISER CE TYPE DE REUNIONS.

(LA COREE S'EFFORCE DE DIVERSIFIER SES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES EN CHERCHANT DE NOUVEAUX MARCHES ET FOURNISSEURS. ACTUELLEMENT ELLE EST L'UN DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS POUR TOUTE UNE SERIE DE PRODUITS MANUFACTURES, Y COMPRIS LES TEXTILES ET LES CHAUSSURES. LES RELATIONS COMMERCIALES SE SONT CONSIDERABLEMENT DEVELOPPEES DEPUIS 10 ANS : LES IMPORTATIONS COMMUNAUTAIRES SONT PASSEES DE 72 MIO ECUS EN 71 A 2.403 MIO EN 82 ET LES EXPORTATIONS VERS LA COREE DE 207 A 1.297 MIO ECUS TRADUISANT UN DEFICIT CONSIDERABLE POUR LA COMMUNAUTE.)

DANS LES ANNEES 70, LA COREE A TRES LARGEMENT FAIT USAGE DES PREFERENCES GENERALISEES MAIS LA COMMUNAUTE A SOULIGNE A PLUSIEURS OCCASIONS QUE CE PAYS DEVRAIT ACCEPTER PROGRESSIVEMENT DES RESPONSABILITES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES EN RAPPORT AVEC SA PUISSANCE ECONOMIQUE.)

IL SERA RENDU COMPTE DE CES CONSULTATIONS DANS NOTRE TELEX DU 15 AVRIL.

4.4 ASEAN : 4TH EC-ASEAN MINISTERIAL MEETING

AN EC-ASEAN MINISTERIAL MEETING TOOK PLACE IN BANGKOK, THAILAND ON 24-25 MARCH OPENED BY THAI PRIME MINISTER PREM TINSULANONDA. SIX COMMUNITY FOREIGN MINISTERS AND THEIR FIVE ASEAN COUNTERPARTS PARTICIPATED IN THE FOURTH MEETING BETWEEN THE TWO REGIONS SINCE 1978.

IN A PARTICULARLY FRIENDLY, FRANK AND CONSTRUCTIVE MEETING WHICH RE-EMPHASISED THE CLOSE POLITICAL AND ECONOMIC TIES BETWEEN TWO REGIONS WHICH TO A LARGE EXTENT SHARE A COMMON VIEW OF THE WORLD, THERE WERE WIDE RANGING DISCUSSIONS ON INTERNATIONAL AND REGIONAL ISSUES. ON THE POLITICAL FRONT THE MAIN EMPHASIS WAS ON THE KAMPUCHEAN SITUATION AND THE ASSOCIATED REFUGEE PROBLEM, AFGHANISTAN, THE MIDDLE EAST AND THE OUTCOME OF THE NON ALIGNED SUMMIT.

ON ECONOMIC ISSUES THE TALKS CENTRED ON THE INTERNATIONAL TRADE SITUATION AND NORTH-SOUTH ISSUES INCLUDING THE PREPARATIONS FOR UNCTAD VI, COMMODITIES AND THE PROSPECTS FOR GLOBAL NEGOTIATIONS. THE MEETING ALSO WELCOMED THE RAPID EXPANSION AND DIVERSIFICATION OF ACTIVITIES UNDER THE EC-ASEAN COOPERATION AGREEMENT AND EMPHASISED THE IMPORTANCE OF INCREASED COOPERATION BETWEEN INDUSTRIAL AND BUSINESS SECTORS OF THE TWO REGIONS.

IN HIS OPENING STATEMENT MR HAFERKAMP STRONGLY DEFENDED THE COMMUNITY AGAINST ACCUSATIONS OF PROTECTIONISM BY DEVELOPING COUNTRIES. THE COMMUNITY REMAINED COMMITTED TO AN OPEN WORLD TRADING SYSTEM AND THE GROWTH IN ASEAN EXPORTS OF MANUFACTURED GOODS TO THE COMMUNITY HAD BEEN IMPRESSIVE.

4.5 THAILAND

WHILST HE WAS IN BANGKOK FOR THE EC-ASEAN MINISTERIAL MEETING, VICE-PRESIDENT HAFERKAMP HELD DISCUSSIONS WITH AIR CHIEF MARSHAL SIDDHI SAVETSILA, FOREIGN MINISTER OF THAILAND, ON 23 MARCH. THEY DISCUSSED BILATERAL RELATIONS BETWEEN THE COMMUNITY AND THAILAND INCLUDING THE WORKING OF THE TAPIOCA AGREEMENT, AND DEVELOPMENT

AID. THE THAI FOREIGN MINISTER ALSO EXPRESSED CONCERN ABOUT THE POSSIBLE RESUMPTION OF COMMUNITY FOOD AID TO VIETNAM.

4.6 EC-GULF COOPERATION COUNCIL RELATIONS

FOLLOWING THE VISIT OF MR ABDULLA YACOUB BISHARA, GENERAL SECRETARY OF THE GULF COOPERATION COUNCIL, TO BRUSSELS IN JUNE 1982, A DELEGATION OF THE COMMISSION LED BY MR LOEFF, WAS RECEIVED BY THE GULF COOPERATION COUNCIL IN RIYADH FROM 20 TO 22 MARCH.

THE MAIN PURPOSE OF THIS VISIT WAS TO BE BETTER INFORMED ABOUT THE OBJECTIVES AND THE FUNCTIONING OF THE GULF COOPERATION COUNCIL. DURING THE DISCUSSIONS, IT WAS AGREED TO INAUGURATE A TECHNICAL COOPERATION PROGRAMME IN THE FOLLOWING AREAS : STATISTICS, CUSTOMS, INFORMATION AND ENERGY.

THE GULF COOPERATION COUNCIL WOULD LIKE TO BENEFIT FROM THE EUROPEAN COMMUNITY'S EXPERIENCE IN SETTING UP A COMMON STATISTICAL SYSTEM AND DATA BANKS AS WELL AS A UNIFORM CUSTOMS TARIFF.

IN THE ENERGY FIELD, IT WAS ENVISAGED TO HOLD MEETINGS AT EXPERT LEVEL IN ORDER TO REVIEW THE GENERAL MARKET SITUATION. THE FIRST MEETING WILL BE HELD IN BRUSSELS IN THE AUTUMN OF 1983.

(A L'ISSUE DE CETTE VISITE, M. LOEFF S'EST ENTRETENU A SANAA AVEC LES AUTORITES YEMENITES DE L'AVENIR DES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LA Y.A.R.).

4.7 AELE

MM. DUCHATEAU ET EWIG SE SONT RENDUS A OSLO DU 23 AU 25 MARS OU ILS ONT EU DES ENTRETIENS RELATIFS AUX PROBLEMES DES RELATIONS CEE-AELE (LA NORVEGE ASSURE ACTUELLEMENT LA PRESIDENCE DE L'AELE) ET SUR LES POSSIBILITES DE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE ET LA NORVEGE, EN PREPARATION DES 'HIGH LEVEL TALKS' AU NIVEAU MINISTERIEL PREVUS POUR LA DEUXIEME MOITIE DE L'ANNEE.

4.8 REGIMES BILATERAUX SUR LA PECHE

A) DECISIONS DU CONSEIL

LE CONSEIL DU 28 MARS A ARRETE SOUS POINT 'A' LES REGLEMENTS CONCERNANT :

- LE REGIME APPLICABLE EN 1983 AVEC L'ESPAGNE DANS LE CADRE DE L'ACCORD DE 1980, FEVRIER 1980),
- LA CONCLUSION DE L'ACCORD AVEC LA GUINEE-CONAKRY (SIGNE LE 7 FEVRIER 1983),

- LES MESURES DE GESTION ET DE CONSERVATION DES RESSOURCES APPLICABLES AUX NAVIRES DES PAYS TIERS DANS LA ZONE DES 200 MILLES AU LARGE DU DEPARTEMENT FRANCAIS DE LA GUYANE.

B) ACCORD AVEC LE CANADA

M. CONTOGEOGIS A FAIT LE POINT EN COMMISSION DE L'ETAT ACTUEL DES DISCUSSIONS AVEC LES AUTORITES CANADIENNES SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD DE PECHE AVEC LE CANADA EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LA MISE EN OEUVRE DES DIVERS VOILETS DE CET ACCORD EN 1983. LA COMMISSION, QUI A DEPLOYE DE GRANDS EFFORTS POUR PARVENIR A UNE SOLUTION GLOBALE, DURABLE ET EQUILIBREE, ESPERE UNE REPOSE POSITIVE PROCHAINE DE NOS PARTENAIRES.

4.9 E.C.E.: PREPARATION DE LA 38EME SESSION ANNUELLE

(ATTENTION DIS. EN PREVISION DE LA SESSION QUI SE TIENDRA A GENEVE DU 12 AU 23 AVRIL LE COREPER DU 24 MARS A CONFIRME LES ORIENTATIONS FIGURANT AU DOCUMENT DU CONSEIL ECE/2/83, ETANT ENTENDU QUE DES DECLARATIONS DE LA DELEGATION HELLENIQUE SERONT INSCRITES AU COMPTE RENDU DE SA REUNION QUI FORMULE DES DOUTES SUR L'OPPORTUNITE DE POLITISER LES TRAVAUX DE CETTE COMMISSION. FIN DIS).

4.10 CONVENTIONS MARITIMES

A) ONU : CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES

LES DELEGATIONS NEERLANDAISE ET ALLEMANDE ONT INDIQUE L'INTENTION DE LEURS GOUVERNEMENTS DE DEPOSER LES INSTRUMENTS DE RATIFICATION ET D'ADHESION, AVANT LA VIEME SESSION DE LA CNUCED (JUIN). DANS CETTE HYPOTHESE, LA CONVENTION ENTRERAIT EN VIGUEUR SIX MOIS APRES LE DEPOT.

B) MEDITERRANEE

LE CONSEIL A ARRETE LUNDI LA DECISION DE SIGNATURE PAR LA COMMUNAUTE NU PROTOCOLE A LA CONVENTION DE BARCELONE CONCERNANT LES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES DE LA MEDITERRANEE.

C) CARAIBES

LA COMMUNAUTE VIENT DE SIGNER LA CONVENTION POUR LA PROTECTION ET

LA MISE EN VALEUR DU MILIEU MARIN DANS LA REGION DES CARAIBES (ELLE EST SIGNATAIRE AU NOM DES DEPARTEMENTS FRANCAIS D'OUTRE

MER, GUADELOUPE, GUYANNE ET MARTINIQUE, AINSI QUE DES ANTILLES NEERLANDAISES).

Western Union International, Inc.

MESURES ECONOMIQUES EXCEPTIONNELLES FRANCAISES

LA COMMISSION A PRIS CONNAISSANCE DES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME D'ACTION ADOPTE LE 25 MARS PAR LE GOUVERNEMENT FRANCAIS. SANS SE PRONONCER SUR LE DETAIL DE CES MESURES, ELLE ESTIME, EN PREMIERE ANALYSE, QUE CE PROGRAMME EST SUSCEPTIBLE DE CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA CONVERGENCE A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE ET A LA STABILITE DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B